

Réunion de la Dimension Humaine de l'OSCE Session sur la Liberté de Religion et de Croyances 01 Octobre 2012



INTERNATIONAL

COJEP International a exprimé à maintes reprises ses préoccupations concernant les dérives appelant à la restriction du droit à la liberté de religion ou de convictions de certaines minorités ethniques ou religieuses et notamment des Musulmans à l'Ouest de Vienne en invoquant l'idée que la présence de ces minorités seraient une menace pour l'identité culturelle d'un certain nombre d'États participants de l'OSCE. De ce fait, les mosquées et leurs responsables du culte sont la cible d'actes haineux en constante augmentation. Par conséquent, nous appelons les organisations nationales et internationales de défense des Droits de l'Homme ainsi que les organismes spécialisés à prendre des positions plus fermes contre ces mouvements intolérants et xénophobes, en particulier à l'occasion des périodes électorales lorsque les discours haineux et anti-Islam atteignent des sommets.

Les discussions sur l'interdiction du Coran ou de la construction de Mosquées ont été rejointes par un grand nombre de polémiques qui ont touchées à la vie quotidienne des communautés musulmanes. La circoncision, la viande Halal, l'éducation religieuse, la tenue vestimentaire des femmes sont des sujets récurrents repris subjectivement par les médias et les faiseurs d'opinions. Dans le même temps, les insultes aux croyances des communautés musulmanes font partie d'une campagne plus large de "démonisation" dont le résultat aujourd'hui est l'émergence d'une nouvelle population vulnérable en Europe.

Sur la base de ces analyses, notre organisation demande instamment au Représentants Personnels de la Présidence en exercice de l'OSCE sur la tolérance et la non-discrimination, en particulier celui chargé de l'intolérance et de la discrimination envers les musulmans de condamner fermement de telles manifestations de haine et de lancer un appel sensibilisateur sur le fait qu'il existe une nécessité pour le BIDDH d'observer les discours publics afin de déterminer la teneur de la propagande raciste et xénophobe.

Dans ce contexte, nous formulons les six recommandations suivantes :

1 – Nous appelons les États Participants à contrer l'islamophobie institutionnelle qui existe parfois dans certains espaces publics. Comment lutter contre ce phénomène si, de fait, l'Etat déroge lui-même au principe d'égalité entre les citoyens comme c'est le cas dans certains pays pour le voile islamique.

2 - Les musulmans sont préoccupés par l'interventionnisme dans leurs affaires religieuses, parfois quand ils ne sont pas autorisés à choisir leurs propres imams ou muftis, parfois quand des institutions sont créés pour leur expliquer comment mieux vivre leur religion. Nous appelons l'OSCE à veiller à ce que les propres institutions créées par les musulmans puissent être entendues autour de démarches participatives.



3 - Nous appelons la Présidence Ukrainienne de l'OSCE à venir, à renforcer les moyens du BIDDH pour qu'il puisse mieux prévenir les attaques vécues par les minorités religieuses au sein des Pays Participants. Nous tenons à souligner que, pour assurer une participation plus équilibrée de toutes les communautés dans la région de l'OSCE, le BIDDH doit promouvoir davantage la participation des ONG musulmanes.

4 - Nous voudrions également signaler que le Groupe d'experts sur la liberté religieuse du BIDDH doit être plus équilibré à l'égard de toutes les régions de l'OSCE et de tous les groupes religieux, les croyants et les non-croyants. À cette fin, nous tenons à proposer au BIDDH de revoir le fonctionnement de ce groupe.

5 - Le fait anti-musulman s'est désormais normalisé dans certains pays à l'Ouest de Vienne. Il s'est même institutionnalisé. C'est pourquoi, nous appelons la prochaine présidence Ukrainienne de l'OSCE à ce qu'elle tienne compte de l'intolérance et de la discrimination croissante envers les musulmans, et à la lumière de cette situation inquiétante, de suivre son évolution de plus près. Une Haute Conférence sur la question est devenue plus que nécessaire.

6 - L'islamophobie s'est transformée en une nouvelle forme de racisme et de xénophobie. Nous invitons l'OSCE à poursuivre la promotion du guide pour les éducateurs développé par le BIDDH à cet égard. Cet outil majeur pour mieux comprendre le phénomène est disponible en Français et pourrait servir au sein de l'éducation nationale française. Ce guide recevra le 8 décembre prochain le Prix « Gizem Dogan » de la lutte contre le racisme et les discriminations lors de la cérémonie de remise des Prix de notre organisation.

Veysel FILIZ
Vice-Président
Email : veysel.filiz@cojep.com